

Le Canada et les sommets économiques

Historique des sommets

Les sommets économiques annuels sont la composante la plus visible d'un vaste processus de consultation et de coopération auquel participent les sept pays les plus industrialisés. Il existe des liens étroits entre les discussions qui ont lieu durant les sommets et les rencontres du Groupe des Sept Ministres des Finances et les travaux effectués dans d'autres instances internationales dont l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ces rencontres et ces instances sont autant d'instruments avec lesquels les gouvernements des pays du G-7 cherchent à analyser et à gérer une économie mondiale de plus en plus interdépendante.

Le Sommet de Naples est l'aboutissement de préparatifs qui se seront étalés sur un an. Les questions inscrites à l'ordre du jour ont été examinées au cours de trois réunions préparatoires des « sherpas », représentants personnels des participants au Sommet. Le représentant personnel du Premier ministre Chrétien est M. Reid Morden, sous-ministre des Affaires étrangères.

Le premier sommet économique, une initiative du Président français, M. Valéry Giscard d'Estaing, a eu lieu à Rambouillet en 1975. Les dirigeants des États-Unis, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, du Japon et de l'Italie se sont alors réunis pour discuter des grandes questions économiques de l'heure dans un cadre informel et relativement peu structuré. Le Canada s'est joint au groupe en 1976, au Sommet de Porto Rico, à l'invitation du Président américain, M. Gerald Ford. La Communauté européenne, qui allait devenir l'Union européenne, a reçu le statut d'observateur au Sommet de Londres en 1977; elle est représentée aux sommets par le Président de la Commission européenne.

Les premiers sommets ont été axés sur le redressement économique. Les participants y ont convenu de mesures propres à soutenir une expansion économique stable et à réduire les taux élevés de chômage sans accroître les pressions inflationnistes. Ils ont reconnu en outre qu'il fallait apporter des modifications structurelles aux économies nationales pour faire face à l'augmentation du prix du pétrole et aux nouvelles réalités économiques.

Au début des années 80, la lutte contre l'inflation est devenue une grande préoccupation. Les leaders se sont alors entendus sur la nécessité de restreindre les emprunts de l'État et la croissance de la masse monétaire. Ils ont ensuite cherché à harmoniser leurs politiques pour élargir, renforcer et